

Introduction au dossier thématique

Paola Sedda



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/variations/857>

DOI : [10.4000/variations.857](https://doi.org/10.4000/variations.857)

ISSN : 1968-3960

Éditeur

Les amis de Variations

Référence électronique

Paola Sedda, « Introduction au dossier thématique », *Variations* [En ligne], 20 | 2017, mis en ligne le 25 avril 2017, consulté le 25 février 2021. URL : <http://journals.openedition.org/variations/857> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/variations.857>

Ce document a été généré automatiquement le 25 février 2021.

Les ami•e•s de Variations

Introduction au dossier thématique

Paola Sedda

- 1 En dépit de certaines prophéties annonçant l'essoufflement du potentiel révolutionnaire et la fin des affrontements historiques, la période actuelle est traversée par de grands conflits économiques et idéologiques. Nous assistons aujourd'hui à l'éclosion de nouveaux mouvements oppositionnels alimentant des processus de recomposition des champs contestataires dans la rencontre de la dimension nationale et supranationale. Souvent étudiés sous le prisme de la rupture, ces derniers s'insèrent au contraire dans la continuité des luttes des siècles derniers. Dans cet esprit, la notion de « nouveau mouvement social », défendue, entre autres, à travers la sociologie de l'action d'Alain Touraine, ne possède pas une véritable prégnance historique et peut contribuer à lisser, voire désamorcer, les conflictualités sociales. Ces dernières continuent en effet de se produire dans le contexte de la division sociale du travail de la production capitaliste dont les nombreuses dérives déclenchent l'action contestataire.
- 2 Tout en réélaborant constamment les formes de mobilisation, d'organisation et de représentation de l'action collective, les mouvements oppositionnels persistent à s'adresser aux élites politiques et économiques et à s'opposer à leurs logiques de domination et de colonisation du vivant. Notamment, ces nouveaux chantiers de l'action collective n'impliquent pas une disparition des conflits liés au travail. Face aux tentatives d'affaiblissement des collectifs ouvriers et aux investissements symboliques du *new management*, les formes de résistance au capitalisme se reconfigurent et se renouvellent à partir de nouvelles alliances entre les acteurs militants (syndicats, ouvriers, étudiants, collectifs citoyens, artistes, penseurs et travailleurs précaires de tous bords ...) tout en dessinant de nouveaux modes de lutte.
- 3 Les conflits du travail et les mobilisations citoyennes de différentes natures s'agencent ainsi les uns aux autres et contribuent à composer la trame des nouvelles expériences oppositionnelles. Ce numéro de *Variations* accueille une multitude de lieux, de vécus et de formes de la critique sociale. De l'Europe à l'Amérique du Sud, les conflits nationaux se produisent dans un jeu d'enchâssement avec les conflits internationaux. Le reflet déformant de la gauche, dégagé par la social-démocratie, provoque l'indignation et l'opposition des forces extraparlimentaires et citoyennes, des collectifs de travailleurs

et des multitudes affaiblies par la crise économique et la pauvreté. Comme la taupe, l'ensemble de ces expériences oppositionnelles suit obstinément son chemin, elle creuse, mine, sape ses terriers avant d'éclater sur la scène de l'histoire¹. Ces actes de résistance prolongent en effet les conflits qui, depuis deux siècles, opposent les classes dominantes, prônant un système économique fondé sur l'accumulation et la privatisation, aux classes des travailleurs, aujourd'hui mises à dure épreuve par la mondialisation libérale et luttant pour la défense de l'intérêt collectif.

Conflits du travail

- 4 Les luttes sociales qui se sont produites au cours des XIX^e et XX^e siècles ont permis « la création d'un ensemble de droits et de services administrés par l'État et concernant l'éducation, la santé, le droit du travail, le logement social... Ce vaste domaine, visant à assurer l'indépendance des activités culturelles, éducatives et sociales par rapport au capital, est progressivement mis à mal par les logiques concurrentielles et de rendement des marchés². Loin d'être chaotique, ce processus de colonisation marchande des espaces de vie est orchestré politiquement par les États et les entreprises mondialisées, sous l'égide des organisations internationales. Les trois premiers textes de la présente livraison se focalisent sur les conflits du travail et sur ses acteurs historiques. En ouverture, la contribution d'Alexander Neumman dresse une critique de la « bureaucratie liquide » et nous sert ici de manifeste contre la déconstruction néo-libérale des codes du travail européens. Si, dans la modernité, « tout ce qui est solide se dissout dans l'air »³ le capitalisme est plus que jamais doté d'une corpulence et d'une territorialité. Les nouveaux principes de la mondialisation capitaliste prennent notamment corps dans les réformes du travail où se décline localement le « programme de la flexicurité ». Sous le *diktat* des puissances économiques et financières, des accords internationaux de libre échange ont été fraîchement négociés, dans un climat de contestation généralisée, avec l'objectif d'imposer de nouvelles normes, tout autant souples et flexibles, en matière d'environnement, de protection sociale et de travail.
- 5 La manière dont les organisations syndicales, acteurs centraux du « conflit politique »⁴, réagissent face à cette nouvelle configuration autoritaire apparaît contradictoire. Les deux textes consacrés au syndicalisme révèlent en effet une tension entre conservatisme et résistance. Aux yeux de Bruno Lefebvre, le corporatisme à la française constitue « un anti mouvement social », coupable de favoriser des inégalités au sein des différentes catégories de travailleurs au moyen d'une cristallisation des privilèges assurés dans certains corps de métier. Le terrain sur lequel travaille Arnaud Lemarchand livre quant à lui une autre réalité. Plongé dans l'univers du transport maritime du Havre, l'auteur nous présente le pouvoir de résistance d'une anomalie : une histoire de luttes, locales et globales qui semblent aller « à rebours du mouvement de déconstruction de la classe ouvrière ». En arrivant à contrer avec efficacité la construction de nouvelles « normes ordo-libérales sur les ports », les corporations syndicales des dockers semblent poser un défi à l'homogénéisation des règles salariales et d'intégration à l'entreprise. En ce sens, « l'opposition de la CGT Ports et Docks à la récente « loi Travail » s'enracine dans cette démarche résistante de non intégration car elle vise à préserver la dignité et l'autonomie du travail.

- 6 Souvent invisibilisées et rendues volontairement silencieuses, les nouvelles luttes issues de la contradiction capital/travail surgissent pourtant de partout en impliquant l'explosion de grèves, occupations, blocages et émeutes en tous genres. Ainsi, la prolétarianisation de couches de plus en plus amples de la société et la dégradation progressive des conditions d'existence des inégalités favorisent le développement de mobilisations syndicales, ouvrières et citoyennes au niveau international.

Mobilisations citoyennes

- 7 Pas toujours en parallèle de cette recrudescence des luttes liées au domaine du travail, les mobilisations citoyennes éclosent de partout contribuant à amplifier les revendications des acteurs militants traditionnels et à en élargir les domaines et les sphères d'action. Il n'y a pas, en ce sens, une substitution mais plutôt une évolution historique des dynamiques contestataires impliquant des phénomènes ambivalents de dilution et de dissémination des combats sociaux. En effet, si les États nationaux cautionnent l'actuelle configuration du marché et leur procurent une consistance politique par le biais des instances internationales, la marge de manœuvre à disposition des acteurs du conflit politique se réduit progressivement et poussent ces derniers à rechercher les ressources nécessaires pour l'action en dehors du périmètre institutionnel. Ainsi, face à la privation des moyens et des conditions politiques pouvant garantir l'autonomie collective des individus et l'autodétermination des peuples, des nouveaux mouvements oppositionnels continuent de se développer et de faire irruption dans l'espace public. En Grèce, en Espagne et, d'une façon plus particulière, en Italie, la crise et le mécontentement vis-à-vis de la corruption des élites locales et des mesures d'austérité imposées par l'Europe ont favorisé l'émergence de « mouvements de crise » qui ont par ailleurs cherché à investir les sphères politiques des représentations nationales.
- 8 Ce sont précisément ces nouvelles expériences de la « politique du conflit »⁵, appréhendées sous le prisme des mutations socio-politiques et socio-techniques, qui font l'objet du deuxième volet de ce numéro. La compréhension des conflits sociaux contemporains nécessite que l'on regarde de près les nouveaux phénomènes de création des identités politiques, notamment à partir des nouveaux espaces numériques de socialisation et d'action. Selon Fabien Granjon, les nouveaux collectifs, plus ou moins durables, réinterrogent notamment la place du sujet dans l'élaboration d'un « Nous ». L'auteur précise toutefois qu'il est très important de distinguer les dynamiques de démocratisation de l'espace public numérique des procédures de la démocratie représentative. Les mobilisations portées par les Technologies Numériques de l'Information et de la Communication (TNIC), aussi considérables que celles qui ont accompagné les révolutions arabes et les « mouvements de crise », ne s'articulent pas naturellement à la construction d'une représentation politique. Néanmoins, comme le souligne Fabien Granjon, « décrire, expliquer, comprendre et juger des modalités concrètes de déploiement de la conflictualité sociale oblige aujourd'hui à prendre en considération la dialectique sociotechnique qui nourrit les politiques du conflit à l'ère du numérique, laquelle peut être aussi bien habilitante que limitative ».
- 9 Ces mêmes potentialités contradictoires de la mobilisation numérique sont reprises dans le texte de Paola Sedda. En jouant un rôle central dans les différentes phases de la mobilisation (négociation d'un sens partagé de l'injustice, constitution d'un cadre

protestataire, investissement des ressources collectives dans l'action), les pratiques de la communication numérique se trouvent en effet au cœur des mutations de l'action collective. Cette connexion de plus en plus forte entre les sphères de la communication la plus banale et les nouvelles formes d'engagement citoyen engendre un processus de « politisation de l'ordinaire » qui n'est pas toutefois exempt d'ambiguïtés. Tout en favorisant la formation de nouveaux espaces oppositionnels et le renouvellement des lieux et des formes de la socialisation politique, l'efficacité des mobilisations numériques dépend de leur capacité à s'articuler aux expériences et aux rencontres dans les espaces publics physiques et à reposer sur un principe politique qui structure l'action.

- 10 L'ensemble de ces processus et de ces tensions entre le champ contestataire et les chantiers de l'innovation institutionnelle se condense par exemple dans l'expérience espagnole de *Podemos* dont Mathieu Petithomme rend compte. Née à la confluence de plusieurs expériences contestataires, cette nouvelle organisation, porteuse d'un « socialisme hétérodoxe », essaie de combiner une stratégie nationale de centralisation avec l'autogestion des cercles au niveau local. « L'activisme institutionnel » de *Podemos* incarne cette tension entre la rue et les lieux des décisions, entre la dimension citoyenne/participative et la dimension organisationnelle/formalisée, cette tension étant emblématique du caractère paradoxal de la démocratie représentative.
- 11 De l'Espagne, le récit du sociologue portugais João Freire nous transporte au cœur des conflits sociaux hébergés dans le pays voisin. Le Portugal est ici présenté comme « un cas d'espèce singulier » tout en reproduisant, dans un *tempo* différent, les mécanismes conflictuels de l'Occident moderne. Sorti déficitaire de son passé colonial, le Portugal se révolta et aboli le régime autoritaire de Salazar. Comme dans d'autres pays, les nouvelles expériences oppositionnelles se constituent sous la pression des phénomènes de globalisation et d'éclatement de la lutte. Ainsi, aux formes d'organisation et d'action militantes traditionnelles (celles des paysans, des ouvriers, des dockers) se superposent celles des nouveaux acteurs contestataires : les jeunes, les étudiants, les immigrés, les femmes, les précaires. Les processus de continuité et de rupture avec le passé sont proches de ceux qui ont été observés dans les autres pays européens et enrichissent notre voyage dans l'histoire du combat social et de son avancée douloureuse et intermittente vers l'émancipation.

Pensées et récits oppositionnels

- 12 À travers le texte de Christophe Magis, notre exploration multidimensionnelle des terrains de la critique renoue le lien avec l'engagement de l'École de Francfort. En parcourant certains textes fondateurs de la Théorie critique, l'auteur propose une réflexion épistémologique sur la catégorie du travail intellectuel permettant à la fois de ré-interroger les mutations contemporaines du capitalisme et de l'industrie culturelle et de questionner le débat sur la place des intellectuels critiques dans les luttes sociales contemporaines. Tout en contenant en même temps « la domination qui l'a fait naître », le travail intellectuel « est *par définition* le lieu d'une expérience oppositionnelle ». L'opposition intellectuelle au capitalisme avancé accompagne donc la prise de conscience sur l'urgence d'une autre société qui doit être atteinte par la pratique.

- 13 Les expériences oppositionnelles impliquent toujours le dépassement d'un obstacle, d'un danger. Il s'agit d'une véritable traversée vers la liberté vécue dans sa dimension à la fois subjective et collective. Le mot « expérience » vient en effet du latin *experiri* qui signifie « éprouver ». La version radicale est *periri* que l'on retrouve dans *periculum*, péril, danger. Les traces de ces épreuves et de ces mises en danger marquent les mémoires des révoltés, les vécus des dictatures et des résistances qui les ont combattues, l'histoire des luttes anti-impérialistes ou encore des vagues successives d'émigrations et d'immigrations économiques.

Le texte de clôture nous plonge dans cet univers subjectif et mémoriel de la lutte. Avec son récit autobiographique, Esteban Lorenzano retrace l'histoire révolutionnaire de l'Argentine des années 1970, vue à travers les yeux de ses fils. Ce témoignage, issu d'un projet éditorial militant, nous permet de prolonger la réflexion autour de l'évolution des formes d'engagement qui, en Argentine et ailleurs, se développent également autour de l'idée du devoir de mémoire.

- 14 Cette traversée de la pensée qui embrasse une diversité d'expériences oppositionnelles, à la fois des conflits, des chantiers et des mémoires de résistance, pourrait surprendre le/la lecteur/trice. Il n'est en effet pas facile de trouver une unité et un sens unique à ces variations conflictuelles du réel où tout tend vers la fluctuation et la désolidarisation. Nous avons pourtant voulu essayer de dépasser ces obstacles, au cours de nos échanges conviviaux autour des différentes expériences de lutte, anciennes et récentes, historiques ou anecdotiques, structurées ou labiles, et cela alors même que les rues et les places de France se gorgeaient d'un peuple revendiquant, une fois de plus, le droit à imaginer une autre société.

NOTES

1. K. Marx, (1851), *Le 18 brumaire de Louis Bonaparte*, Paris : Les Éditions sociales, 1969, 162 p. Collection Classiques du marxisme. Traduction de l'édition allemande de 1885 ; édition électronique réalisée par Claude Ovtcharenko. http://classiques.uqac.ca/classiques/Marx_karl/18_brumaine_louis_bonaparte/18_brumaine_louis_bonaparte.pdf
2. Dardot P. et Laval C. (2014), *Commun, Essai sur la révolution au XX siècle*, Paris, La Découverte.
3. M. Berman (2010) *All That is Solid Melts Into Air: The Experience of Modernity*, Paperback, 1^{ère} édition 1982.
4. Tilly C., (1976), *From Mobilization to Revolution*, Reading, MA : Addison-Wesley.
5. Tilly C. et Tarrow S., (2008), *Politique(s) du conflit, De la grève à la révolution*, Paris : Science Po Les Presses.